



Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.

Bern, 25. juin 2016

Résolution contre le TISA et le TTIP

Non au court-circuitage de la démocratie et à la dictature des multinationales

Deux accords de libre-échange qui concernent de près la Suisse sont négociés dans le plus grand secret depuis plusieurs années. Dans le cas du TISA (Trade in Service Agreement), la Suisse participe activement aux discussions. Le but visé est de déréglementer tous les services. La formation serait touchée, au même titre que la santé, l'approvisionnement énergétique ou l'élimination des déchets. Le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) est en discussion entre l'UE et les Etats-Unis, et une adhésion de la Suisse est à l'ordre du jour.

Les deux accords sont négociés à l'abri des regards publics, sans la participation des Parlements. Or si les organisations de travailleurs et celles de défense de l'environnement sont exclues des négociations, les associations économiques y participent activement. Cela nous choque, étant donné la grande portée de ces deux accords économiques. Ils restreignent la possibilité de durcir à l'avenir les normes écologiques et sociales. Ils prévoient des droits spéciaux pour les grands groupes, tout en limitant les possibilités de participation démocratique de la population concernée.

Il existe sans doute des listes d'exceptions permettant à chaque pays d'indiquer les secteurs qu'il souhaite exclure du TISA. Or une fois l'accord conclu, la liste ne pourra plus être complétée. En outre, toute une série d'annexes s'appliquent même aux secteurs figurant dans la liste d'exceptions. Le TISA aurait notamment pour conséquence d'obliger la Suisse à privatiser entièrement la Poste et Swisscom.

Les multinationales pourraient réclamer aux Etats des dommages et intérêts

Des tribunaux arbitraux au fonctionnement opaque permettraient aux multinationales d'empêcher l'adoption des lois qui les dérangent, ou alors d'exiger de la Suisse qu'elle leur verse des milliards de francs de dommages et intérêts. Les effets seraient désastreux pour nos conditions de travail, pour nos services publics, l'environnement, la santé et la protection des données.

Nous protestons énergiquement contre la mise en place d'une telle dictature, court-circuitant les structures démocratiques et l'Etat de droit pour placer les intérêts des multinationales au-dessus du bien-être des individus et de la société!

Nous formulons deux exigences envers le Conseil fédéral:

- la population sera informée en détail du contenu des négociations sur le TISA et le TTIP, de même que sur l'AECG (Accord économique et commercial global) et les négociations de l'AELE avec le Canada;
- les accords et les résultats des négociations seront à chaque fois soumis au référendum.

Le syndicat Unia a rejoint l'alliance contre le TISA et le TTIP, et participera activement à la manifestation du 8 octobre.